

Affronter la crise de l'eau en Afrique rurale, là où chaque goutte compte

Indices pour la politique

- **Pour réaliser les Objectifs** du Millénaire pour le Développement (OMD) en matière d'approvisionnement en eau, il est tout aussi important d'établir des systèmes permettant aux puits actuels de continuer à fonctionner que d'en percer de nouveaux, même si cette tâche présente plus de difficultés.
- **La gestion de l'eau** exige un appui plus fort par le biais des autorités locales, pour assurer une construction soignée des puits et accorder l'attention nécessaire à leur entretien, à la gestion des fonds des villages et au remplacement des pompes.
- **L'échange de connaissances** entre les services responsables de gérer les ressources de leurs communes – concernant la technologie nécessaire, les frais de fonctionnement, les fournisseurs et d'autres aspects des programmes d'approvisionnement en eau – est essentiel, et nécessite un appui complémentaire.

En Afrique rurale, la 'pauvreté en eau' peut ruiner les vies humaines et moyens de subsistance. Les enfants âgés de moins de cinq ans sont extrêmement vulnérables aux maladies d'origine hydrique. A Londres, une conduite d'eau rompue est un incident fâcheux, certes, mais en Afrique sub-saharienne, un puits hors d'usage peut provoquer une catastrophe. Et c'est cette catastrophe qui se propage sur l'ensemble du continent, où on estime à 50.000 le nombre de points d'approvisionnement en eau qui ne fonctionnent plus. Ceci est principalement dû au manque de prévoyance du service des eaux pour l'entretien systématique de l'infrastructure, qui freine considérablement la perspective d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement en matière d'eau et d'assainissement. Pourtant, des plans détaillés existent pour la construction et le financement de puits de tous genres, et l'approvisionnement en eau potable à long terme n'exige pas de connaissances poussées. Pour être durable, l'investissement direct dans l'infrastructure d'approvisionnement en eau nécessite également de déterminer qui la maintiendra et d'où proviendront les fonds et les compétences à cet égard.

Points d'eau : puits inopérants de l'Afrique

Dans l'ensemble de l'Afrique rurale, des dizaines de milliers de points d'eau sont percés et creusés chaque année – bon nombre d'entre eux, des forages équipés de pompes à moteur ou à main. Dans le cadre de l'Objectif 7 du Millénaire pour le Développement (OMD) sur la durabilité environnementale, ce développement peut sembler positif : un de ses principaux objectifs étant de réduire de moitié, d'ici 2015, le nombre de personnes qui n'ont pas accès en permanence à de l'eau potable et des services d'assainissement de base. En Afrique, l'inefficacité de la majeure partie de l'infrastructure pour l'approvisionnement en eau est toutefois due à une raison simple et évitable : le manque d'entretien.

Au Burkina Faso, au Ghana, au Mali et dans plusieurs autres pays du continent, un nombre important de forages, de puits et de pompes à main dans les petits villages s'arrêtent de fonctionner, bien souvent

quelques années seulement après leur mise en place. Des enquêtes menées récemment dans la région de Menaka au Mali ont révélé que 80 pour cent des puits sont dysfonctionnels. Celles qui ont été menées dans le nord du Ghana ont révélé que 58 pour cent des points d'eau avaient besoin d'être réparés. Ces chiffres n'ont rien d'exceptionnel. FairWater, la fondation pour l'eau et l'assainissement, estime que dans l'ensemble de l'Afrique 50.000 infrastructures d'approvisionnement en eau sont dysfonctionnelles.¹

Ce dysfonctionnement représente un investissement manqué d'un montant pouvant atteindre entre US\$215 et 360 millions, ainsi que des retombées sur les moyens de subsistance et la santé (voir page suivante 'Lorsqu'un point d'eau ne fonctionne pas').

En approvisionnement total, pour réaliser des gains réels et durables conformément aux OMD, il est absolument nécessaire d'aborder les causes fondamentales de cet échec systémique à promouvoir un régime d'entretien approprié et autonome.

Affronter la crise de l'eau en Afrique rurale, là où chaque goutte compte

Lorsqu'un point d'eau ne fonctionne pas

En Afrique rurale, ce sont habituellement les femmes qui ont la lourde charge d'aller chercher de l'eau. De ce fait, si un village n'a plus son point d'eau, il se peut que les femmes et les enfants aient à recommencer à marcher pendant des heures, chaque jour, pour aller en chercher. L'eau qui provient de rivières et de marais éloignés peut contenir des pathogènes dangereux : plus les quantités portées sont faibles, moins les familles

ont de l'hygiène ; l'énergie dissipée pour porter l'eau sur une distance plus grande que d'habitude, mine les forces et la santé ; et le temps plus long passé à marcher détourne les femmes d'autres activités économiquement plus productives et empêche souvent les filles d'aller à l'école.

Si un village n'a pas généré un revenu suffisant pour entreprendre la réparation du point d'eau ou si l'argent a été gaspillé, il ne lui reste plus qu'à attendre le passage d'un autre bailleur de fonds. En attendant, deux ou trois ans peuvent s'écouler, sans eau potable.

Amorcer la pompe : les éléments pour réussir

Pour être efficace, un régime d'entretien pour l'approvisionnement en eau doit comporter trois éléments essentiels : la technologie appropriée, la pleine adhésion des collectivités concernées, et les capacités locales pour réparer et entretenir les puits et les systèmes.

Les aspects techniques :

la conception des forages, le choix de la technologie pour l'extraction de l'eau, la bonne sous-traitance et le contrôle de la qualité des services de construction, sont tous des facteurs essentiels pour un approvisionnement en eau durable. Il est courant que les points d'eau tombent en panne par manque de contrôle de la qualité dans la phase initiale de construction. Construire une infrastructure de bonne qualité est essentiel à sa longévité, de même que la nécessité de s'assurer que la population locale participe au choix de la technologie la mieux adaptée à leurs circonstances, plutôt que de la leur livrer ' sur un plateau '.

Il s'agit donc de bien établir l'aptitude technique des entrepreneurs locaux, la qualité de la supervision des travaux, la gestion d'une corruption locale éventuelle des processus de sous-traitance, ainsi que des spécifications techniques bien définies (comme celle de savoir si les forages nécessitent un revêtement pour permettre une réhabilitation facile, et à quelle profondeur).

La portée sociale : la gestion des points d'eau implique une coordination, conciliation, gestion financière et prise de décision au niveau du village. On demande de plus en plus à la population locale de verser une contribution dans le fonds communautaire pour chaque consommation de 20 litres d'eau. Un comité villageois est établi, un compte en banque est ouvert et un dépositaire est nommé pour encaisser les paiements. Le comité se charge, en fait, de diriger une petite compagnie d'eau privée dont l'objet est d'assurer

un approvisionnement durable à entre 400 et 750 personnes dans un village donné qui se sert d'un forage (voir page suivante ' La portée sociale de la gestion de l'eau ').

Ce sont, par conséquent, les villageois qui décident ou refusent de réclamer la propriété d'un point d'eau. Certes, si un point d'eau est livré sans aucune consultation au préalable, les villageois seront moins incités à le maintenir entretenu, que s'ils se sentent collectivement responsables de son fonctionnement. Même si une consultation a dûment eu lieu, tout soupçon d'une utilisation abusive ou d'une appropriation des paiements versés par les villageois pour leur consommation quotidienne d'eau, est susceptible de les rendre moins confiants et moins disposés à payer.

La gestion de l'argent, la prise de décision et la justification des dépenses au sein du village, sont des aspects cruciaux de durabilité à prendre en compte. Ainsi, les comités pour l'approvisionnement en eau et les services d'assainissement des villages doivent être en mesure de rendre des comptes, de façon transparente, aux villageois sur le revenu encaissé et l'utilisation des fonds et d'assurer un encadrement local pour résoudre les problèmes quand ils surviennent. Dans certains pays, l'apport public d'un approvisionnement en eau est considéré comme incombant au gouvernement, et les habitants locaux demeurent des acteurs passifs et comptent sur des agents extérieurs pour financer et entretenir leur système d'approvisionnement. Un tel manque de mobilisation et de responsabilité collectives est un obstacle fondamental qui entrave la durabilité.

Capacités en matière de réparation et d'entretien : il sera nécessaire que les mécaniciens qualifiés et pièces détachées soient à une distance raisonnable du village. Les prix doivent être bien établis et connus de tous, ceci facilitant l'établissement des coûts et l'acceptation des paiements pour l'eau. Le marché local au sein duquel les compétences en matière d'entretien opèrent, doit être dynamique et comporter un choix de fournisseurs et des prix concurrentiels. Certes, il serait plus simple que les villages dans une région quelconque

La portée sociale de la gestion de l'eau

Dans un village de la commune de Gotheye, au Niger, le chef gère le point d'eau qui comporte deux pompes à pied, installées il y a environ 20 ans. Une des pompes est tombée en panne, il y a trois ans. Un homme désigné par le chef encaisse les redevances pour l'eau à la pompe qui fonctionne. Mais les femmes du village, qui tirent de l'eau tous les jours, affirment qu'il ne demande pas systématiquement aux amis et membres de la famille du chef de payer le tarif normal.

Au cours d'une réunion, les villageois ont affirmé que les fonds pour remplacer la pompe en panne étaient insuffisants. Les femmes sont contrariées par la façon dont le chef gère les pompes et craignent que la deuxième tombe en panne, ce qui les obligerait à aller chercher de l'eau à la rivière. Elles sont disposées à payer, mais n'ont pas l'influence sociale qui leur permettrait de gérer la pompe. De même, durant les toutes premières années où les pompes fonctionnaient, l'eau n'était pas vendue et aucun fonds n'est donc disponible pour les remplacer ou les entretenir. En conséquence, le chef a été publiquement accusé de détourner une partie des fonds et aucun processus de recours bien défini n'existe.

Comme bon nombre de villages en Afrique, celui-ci a besoin d'une aide extérieure pour pouvoir redéfinir les règles internes et la politique d'établissement des prix de sa 'coopérative d'approvisionnement en eau'. De cette façon un revenu modeste encaissé au fil des années peut être affecté aux réparations et au renouvellement de la pompe – qui sont des aspects d'entretien essentiels au bien-être et au développement de la collectivité.

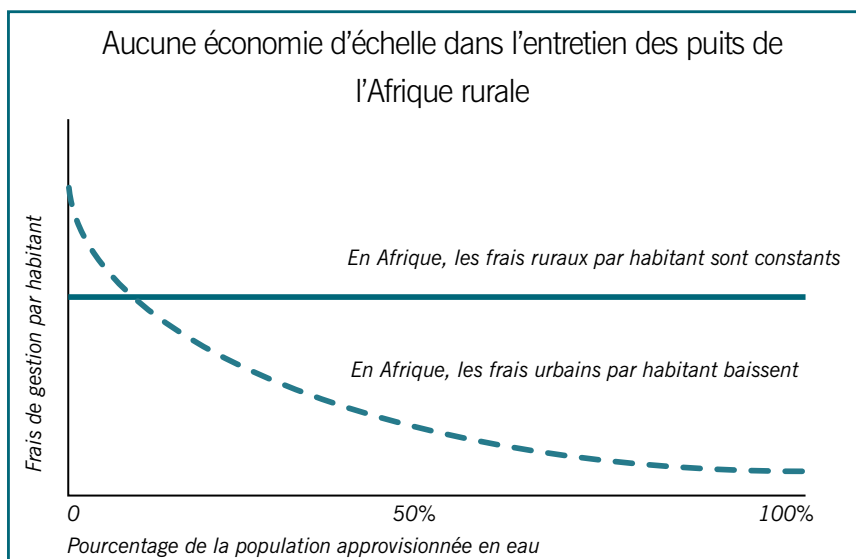
adoptent tous une gamme limitée de pompes et d'autres technologies d'extraction d'eau. Dans bon nombre de régions, l'expansion des réseaux cellulaires a été un développement positif qui a permis d'établir un lien entre les villages et les mécaniciens qui vivent peut-être à 60 kilomètres, alors qu'auparavant il fallait plusieurs jours pour les atteindre.

Se précipiter à réaliser les OMD ruraux en construisant une nouvelle infrastructure, ne peut donc avoir de fondement si aucune attention n'est accordée à assurer un appui à l'entretien durable de systèmes plus anciens ou à la durabilité totale de la nouvelle infrastructure dès le début ; il s'agit donc de respecter tous les critères précités. La charge d'une infrastructure dont l'état se détériore, dans bien des cas, après cinq à huit ans, surviendra inévitablement et excédera tout nouvel investissement durant les années à venir.

La difficulté des économies d'échelle

Les bailleurs de fonds et les gouvernements auraient raison de se concentrer principalement sur la construction de nouveaux points d'eau, si une telle approche créait des économies d'échelle pour leur entretien. C'est en effet le cas de la majorité des systèmes urbains d'approvisionnement en eau, où relier 1000 personnes supplémentaires à un réseau approvisionnant 100.000 personnes n'entraînera pas une augmentation au prorata de 1 pour cent des frais d'entretien et de gestion.

Dans la majeure partie de l'Afrique, compte tenu du caractère décentralisé de l'infrastructure rurale pour la livraison d'eau – où les puits des villages sont peut-être à 4 ou 5 km les uns des autres – chaque point d'eau complémentaire ajoute un poids égal marginal à un système d'entretien qui craque déjà. De ce fait, des économies d'échelle sont difficiles, voire impossibles à trouver (voir le diagramme ci-contre).



Renforcer les capacités locales

De plus en plus, comme en Afrique occidentale, les politiques nationales de l'eau confient les questions de gestion de l'eau aux districts ou aux communes et villages, ce qui est logique, étant donné que c'est à ce niveau-là que ces responsabilités doivent être administrées. Pourtant, ceci a aussi, d'un seul coup, multiplié par 10 le nombre de secteurs qui doivent fonctionner correctement pour que l'ensemble du système fonctionne bien. Le risque d'une panne du système en est d'autant plus accru et entraîne à son tour le manque d'entretien que l'on constate maintenant si souvent sur le continent.

Au Niger, par exemple, une des nations les plus pauvres du monde, le pays comporte 265 communes ou districts, qui renferment 17.000 villages. En vertu des politiques de décentralisation actuelles, si ces communes et villages veulent être à la tête des initiatives nationales visant à réaliser l'OMD pour l'eau, un renforcement des capacités de chaque commune est nécessaire pour gérer de façon efficace les aspects significatifs de la conception, construction et gestion du système d'approvisionnement en eau de quelque 60 villages au sein de la commune. Une participation directe aux processus de consultation de 17.000 villages est également requise, afin d'assurer les capacités locales permettant de gérer chaque forage ou chaque puit. Et pourtant, ni les communes ni les villages n'ont un personnel affecté à cette tâche ou les finances pour la gérer.

Pour y répondre, des gouvernements, bailleurs de fonds et organisations non gouvernementales (ONG) sont intervenus pour compenser le manque de capacités. Il se peut, toutefois, que ces interventions descendantes puissent aussi avoir l'effet contraire de déformer les marchés et les comportements d'une façon qui contribuerait à une faiblesse systémique générale, comme WaterAid l'a fait remarquer dans de récentes publications.² Adopter la méthode 'on n'est jamais mieux servi que par soi-même' permet, à elle seule, au nombre total de points d'eau de croître doucement vers les OMD. Elle n'aide guère, toutefois, à soutenir les éléments d'un système qui donne des résultats, comme la pleine adhésion de la population locale.

Dans la plupart des pays d'Afrique occidentale, la politique des gouvernements consiste à décentraliser et à déléguer la prestation des services d'approvisionnement en eau potable. Ce processus de délégation ne s'accompagne pourtant pas des ressources, ou de l'approche méthodologique, nécessaires à confier des responsabilités accrues aux processus locaux et à assurer la durabilité.

La théorie actuelle de gestion peut offrir des points de repère ici. Elle encourage la délégation, là où la méthode 'faites-le vous-même' est juste une des cinq étapes d'un processus :

1. on n'est jamais mieux servi que par soi-même ;
2. dire aux autres parties ce qu'il faut faire ;
3. leur montrer comment le faire ;
4. les soutenir lorsqu'elles le font, sur demande ;
5. déléguer la pleine autorité et toutes les ressources, et évaluer les progrès.

Il est toutefois plus facile de construire une infrastructure que d'investir dans les processus sociaux. Le secteur de l'eau en Afrique occidentale est, en majeure partie, bloqué en phase 1 et, peut-être, par moments, en phase 2, mais encore bien loin d'adopter la phase 3.

En attendant, les politiques nationales actuelles assument souvent tout simplement que les capacités, le financement et les connaissances sont disponibles pour accomplir la phase 5.

Affronter la crise de l'eau en Afrique rurale, là où chaque goutte compte

Point à point : établir des réseaux de connaissances

Une difficulté importante de l'approvisionnement en eau en Afrique rurale concerne l'échange de compétences et de connaissances pertinentes. De quelle façon les bonnes expériences, attitudes et connaissances nécessaires à rendre un système rural d'approvisionnement en eau efficace et durable, peuvent-elles être répétées, transférées et adoptées par des milliers de gestionnaires de points d'eau, souvent analphabètes et dispersés sur de grandes distances ?

La solution repose certes en partie sur le dynamisme et la qualité des compétences et des conseils locaux disponibles pour la gestion de l'infrastructure de l'eau, mais c'est la communication entre les intervenants des communes et des villages qui pourrait faire une différence considérable, car ils connaîtront fort bien les conditions et les problèmes de fond locaux et un grand nombre de ces problèmes seront similaires d'un pays et d'une région à l'autre. Les solutions qu'ils partagent seront ainsi plus susceptibles de donner des résultats, que certaines approches descendantes ou standard utilisées par des gouvernements et ONG. L'expérience sous-entend que d'importants efforts

L'eau pour les villages africains : 30 facteurs de réussite

A quoi ressemblerait un système d'approvisionnement en eau efficace d'un village en Afrique ? Les quatre grands domaines présentés ci-après décrivent en gros ce qui donne des résultats dans ce contexte.

■ Domaine technique

- Un marché de sous-traitance concurrentiel existe.
- Une bonne technologie a été sélectionnée, en consultation avec la population locale, pour les caractéristiques géotechniques du site (comme un puits de surface par rapport à un forage).
- Les entrepreneurs ont les compétences techniques et construisent une infrastructure de bonne qualité.
- Le contrôle de la qualité/la supervision de la construction est efficace.

■ Domaine social

- Le comité du village représente bien les villageois et est attentif aux points de vue des hommes et des femmes. Une procédure approuvée existe pour établir les droits d'accès et les prix.
- Les habitants sont disposés à payer le prix convenu.
- Le revenu est correctement enregistré.
- Les fonds sont protégés contre les abus et s'accumulent d'une année à l'autre.
- Une procédure est en place pour résoudre les conflits.
- L'accès des personnes pauvres ou vulnérables est protégé.

■ Domaine de la réparation et de l'entretien

- Les procédures d'entretien sont bien définies dans tout le village.
- Tout le monde comprend comment utiliser la pompe correctement et en réduire l'usure.
- Les revenus sont suffisants pour payer les réparations périodiques.
- Investissement dans un nouveau système.

Une procédure bien définie est en place pour les décisions à prendre en matière de réparation/d'investissement.

La responsabilité est bien définie pour celui qui appelle un technicien, et quand l'appeler.

Des mécaniciens compétents sont disponibles.

Les frais de réparations sont connus et un marché existe.

Le mécanicien peut se procurer les pièces détachées en temps utile.

Un mécanisme rapide est en place, comme un numéro de téléphone portable, pour contacter les mécaniciens.

Le comité rend des comptes, de façon transparente, aux villageois sur l'affectation des fonds.

■ Les autorités locales (commune/district)

L'état de tous les points d'eau est connu et du domaine public.

Les zones couvertes par l'approvisionnement en eau et les services d'assainissement dans la région sont connues et du domaine public.

Une procédure est en place pour établir l'ordre de priorité des budgets/interventions et coordonner les contributions des ONG/bailleurs de fonds.

Les capacités de sous-traiter et de superviser les travaux existent.

Les décideurs sont responsables devant leurs électeurs.

Des processus sont en place pour l'échange des connaissances et des expériences en matière d'eau et d'assainissement entre les villages dans la commune.

Des processus sont en place pour l'échange des connaissances et des expériences en matière d'eau et d'assainissement dans les communes avoisinantes.

De bons conseils techniques sont donnés aux villages pour les aider à résoudre leurs problèmes de points d'eau.

Les villages ont l'autorité de trouver des solutions propres à leurs questions d'eau et d'assainissement.

doivent être déployés pour assurer ce type de conseil et de communication concertés, sous forme d'émissions sur les stations de radio rurales, de ' journées de l'eau ' locales dans les communes ou les districts, et par d'autres moyens. Ces activités de communication doivent, en partie, encourager les collectivités à assurer leur propre approvisionnement en eau, tout en cernant les structures gouvernementales locales et centrales, ou les fournisseurs du secteur privé, qui peuvent les aider à gérer leurs points d'eau de façon efficace (voir plus haut ' L'eau pour les villages africains : 30 facteurs de réussite ').

Au bout du compte, les collectivités et les autorités locales devront faire participer activement le marché local et tenir les fournisseurs et mécaniciens pour responsables du prix et de la qualité de leurs travaux de construction et de réparation, qui constitueront la base d'un système efficace. Les bailleurs de fond et les ONG doivent se concentrer sur ces acteurs dans tous les projets d'approvisionnement en eau sur le continent, et s'assurer que la pleine délégation de la responsabilité et des fonds progresse rapidement. Cette méthode comporte ses propres difficultés inhérentes et ralentira sans aucun doute l'allure des progrès vers les OMD, car elle exige qu'un nouveau point d'eau soit construit en parallèle avec une mobilisation sociale et

un changement comportemental. Elle représente, toutefois, un éloignement essentiel de la méthode qui consiste simplement à livrer des points d'eau récemment conçus, vers une solution holistique et stratégique qui prend en compte la durabilité, internalise l'entretien et évite le gâchis. En l'adoptant, les bailleurs de fonds et les pays récipiendaires peuvent éviter un scénario plus que probable en 2015, à savoir la réalisation que l'investissement massif dans des points d'eau ruraux en Afrique, depuis 2002, a fourni de l'eau propre, uniquement jusqu'à ce que la première panne majeure se produise – et n'a pas réussi, au détriment considérable de la santé et du bien-être des collectivités, à offrir des avantages durables.

Il a fallu plus de 100 ans au Royaume-Uni pour trouver une solution structurelle durable aux investissements qu'exigeait son infrastructure victorienne pour l'entretien des réseaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement. N'attendons pas si longtemps pour trouver une solution en Afrique.



Nettoyage des dépôts sédimentaires dans un forage en cours de réhabilitation au Ghana

Bibliographie & sites Internet

Cumming, O. 2008. *Tackling the Silent Killer: The case for sanitation*. WaterAid, Londres. Voir également www.wateraid.org/documents/tacking_the_silent_killer_the_case_for_sanitation.pdf. ■ UNDP. 2006. *Beyond Scarcity: Power, poverty and the global water crisis*. Human Development Report 2006. UNDP, New York. Voir également <http://hdr.undp.org/en/reports/global/hdr2006/>. ■ WHO/Unicef. 2006. *Meeting the MDG Drinking Water and Sanitation Target: The urban and rural challenge of the decade*. WHO, Geneva. Voir également www.who.int/water_sanitation_health/monitoring/jmpfinal.pdf. ■ But 3, Objectif 7 du Millénaire pour le Développement : Ensure Environmental Sustainability: www.un.org/millenniumgoals/enviro.html. ■ UN-Water: www.unwater.org/discover.html. ■ Water Supply & Sanitation Collaborative Council: www.wsscc.org/. ■ WatSan.org: www.watsan.org.

Notes

■ ¹ FairWater Foundation. 2009 Appeal. Se référer à www.watsan.org/show_detail.php?key=373&srp=548

■ ² WaterAid. 2008. Think Local, Act Local. Se référer à www.wateraid.org/documents/plugin_documents/think_local_act_local_report_1.pdf

La Global Water Initiative est appuyée par la Fondation Howard G. Buffett. L'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED) est un institut de recherche indépendant et à but non lucratif qui mène des activités dans le domaine du développement durable. L'IIED offre son expertise et pilote les activités visant à rechercher et réaliser un développement durable aux niveaux local, national, régional et mondial. Ce document d'information a été rédigé avec l'appui généreux de Danida (Danemark), du DFID (RU), du DGIS (Pays-Bas), de Irish Aid, de Norad (Norvège), de la SDC (Suisse) et d'Asdi (Suède).

CONTACT : Jamie Skinner
jamie.skinner@iied.org
 3 Endsleigh Street
 London WC1H 0DD, RU
 Tél : +44 (0)20 7388 2117
 Fax : +44 (0)20 7388 2826
 Site Web : www.iied.org